

CONVOCATIONS

ASSEMBLÉES D'ACTIONNAIRES ET DE PORTEURS DE PARTS

ACCES INDUSTRIE

Société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance au capital de 1 812 869,40 €
Siège social : 2, rue du Pont de Garonne, 47400 Tonneins
421 203 993 R.C.S. Agen.

AVIS DE RÉUNION VALANT AVIS DE CONVOCATION

Les actionnaires de la Société sont informés qu'une **assemblée générale ordinaire annuelle** est convoquée pour le lundi **22 mai 2017**, à **11 heures**, au siège social à Tonneins (47400) - 2, rue du Pont de Garonne, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Rapport de gestion du Directoire et rapport sur la gestion du Groupe ;
- Rapports spéciaux sur l'attribution gratuite d'actions ;
- Rapport du conseil de surveillance à l'assemblée en application de l'article L.225-68 du Code de commerce ;
- Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes sociaux et consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2016 ;
- Rapport spécial des Commissaires aux comptes prévu à l'article L.225-88 du Code de commerce ;
- Examen et approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2016 ;
- Examen et approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2016 ;
- Quitus aux membres du Directoire et du Conseil de Surveillance ;
- Affectation du résultat ;
- Examen et approbation des conventions visées aux articles L.225-86 et suivants du Code de commerce ;
- Renouvellement du mandat de Co- Commissaire aux comptes titulaire ;
- Constatation de l'expiration du mandat d'un des commissaires aux comptes suppléant ;
- Ratification des cooptations de 2 membres du Conseil de surveillance ;
- Renouvellement des mandats des membres du Conseil de surveillance ;
- Pouvoirs en vue des formalités légales ;

Première résolution (*Approbation des comptes sociaux 2016*). — L'assemblée générale, après avoir pris connaissance :

— du rapport du Directoire et du rapport du Conseil de surveillance sur la gestion de la société pendant l'exercice écoulé et sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016 ;

— du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels de la société ;

approuve les comptes dudit exercice tels qu'ils ont été présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports et faisant apparaître un bénéfice de 4 517 356,60 €.

L'assemblée générale prend acte du montant des dépenses et charges visées à l'article 39-4 du Code Général des Impôts qui s'élève à la clôture de l'exercice à 55 018 €. Ce montant correspond à la part non déductible des loyers sur les véhicules de tourisme utilisés par la Société. L'impôt supporté par la Société à ce titre s'élève à 18 337 €. L'assemblée approuve ledit montant et l'impôt correspondant.

En conséquence, l'assemblée générale donne quitus aux membres du Directoire et aux membres du Conseil de surveillance de l'exécution de leur mandat pour l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Deuxième résolution (*Approbation des comptes consolidés 2016*). — L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire sur la gestion du Groupe et du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés, approuve les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2016, tels qu'ils ont été présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports, faisant apparaître un bénéfice net consolidé de 6 203 078 €.

Troisième résolution (*Affectation du résultat*). — L'assemblée générale approuve la proposition du Directoire et décide d'affecter le bénéfice de l'exercice, d'un montant de 4 517 356,60 €, de la manière suivante :

Origine :

– Bénéfice de l'exercice

4 517 356,60 €

Affectation :

– Report à nouveau

4 517 356,60 €

dont le montant débiteur sera ramené de 7 200 513,04€ à un montant débiteur de 2 683 156,44 €.

L'assemblée générale rappelle qu'aucune distribution de dividendes n'est intervenue au titre des trois derniers exercices.

Quatrième résolution (*Conventions de l'article L.225-86 du Code de commerce*). — L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées aux articles L.225-86 et suivants du Code de commerce et statuant sur ce rapport, approuve successivement chacune des conventions qui y sont mentionnées, ainsi que les termes de ce rapport.

Cinquième résolution (*Renouvellement du mandat de Co-Commissaire aux comptes titulaire et constatation de l'expiration du mandat d'un des Commissaires aux comptes suppléant*). — L'assemblée générale renouvelle le mandat de co-Commissaire aux comptes titulaire du cabinet Aviano & Associés situé 6, rue Jean-Baptiste Pérès à Agen (47000), pour la durée légale de six exercices prenant fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

L'Assemblée Générale prend acte que depuis l'entrée en vigueur de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 dite « Loi Sapin 2 » qui a notamment modifié l'article L.823-1 du Code de commerce, la nomination d'un ou de plusieurs Commissaires aux comptes suppléants n'est requise que si le Commissaire aux comptes titulaire est une personne physique ou une société unipersonnelle.

L'Assemblée Générale prend acte que le mandat de Audit Conseil Expertise en qualité de Commissaire aux comptes suppléant est venu à expiration et qu'il n'y a pas lieu en conséquence de procéder à son renouvellement.

Sixième résolution (*Ratification de la cooptation d'un membre du conseil de surveillance*). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées ordinaires, ratifie la nomination de Monsieur Frédéric FAVREAU, en qualité de membre du conseil de surveillance coopté par le Conseil de Surveillance lors de la réunion du 22 juillet 2016, en remplacement de Monsieur Lionel MESTRE, pour la durée du mandat restant à courir, soit jusqu'à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Septième résolution (*Ratification de la cooptation d'un membre du conseil de surveillance*). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées ordinaires, ratifie la nomination de Monsieur Vincent SIMON, en qualité de membre du conseil de surveillance coopté par le Conseil de Surveillance lors de la réunion du 19 décembre 2016, en remplacement de Madame Françoise DUCLOS, pour la durée du mandat restant à courir, soit jusqu'à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Huitième résolution (*Renouvellement du mandat d'un membre du Conseil de surveillance*). — L'assemblée générale renouvelle le mandat de membre du conseil de surveillance de Monsieur Pierre COSTES pour la durée statutaire de cinq ans, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Neuvième résolution (*Renouvellement du mandat d'un membre du Conseil de surveillance*). — L'assemblée générale renouvelle le mandat de membre du conseil de surveillance de la société BUTLER CAPITAL PARTNERS pour la durée statutaire de cinq ans, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Dixième résolution (*Renouvellement du mandat d'un membre du Conseil de surveillance*). — L'assemblée générale renouvelle le mandat de membre du conseil de surveillance de Monsieur Frédéric FAVREAU pour la durée statutaire de cinq ans, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Onzième résolution (*Renouvellement du mandat d'un membre du Conseil de surveillance*). — L'assemblée générale renouvelle le mandat de membre du conseil de surveillance de Monsieur Vincent SIMON pour la durée statutaire de cinq ans, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Douzième résolution (*Renouvellement du mandat d'un membre du Conseil de surveillance*). — L'assemblée générale renouvelle le mandat de membre du conseil de surveillance de la société IRDI pour la durée statutaire de cinq ans, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Treizième résolution (*Pouvoirs en vue des formalités*). — L'assemblée générale confère tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du procès-verbal de la présente assemblée pour accomplir toutes formalités de dépôt et de publications prévues par la loi.

Tout actionnaire a le droit d'assister à l'assemblée et de participer à ses délibérations personnellement ou en se faisant représenter par un autre actionnaire, par son conjoint ou par son partenaire membre d'un pacte civil de solidarité, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède.

Il est justifié du droit de participer à l'assemblée générale par l'inscription en compte des titres au nom de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte en application du septième alinéa de l'article L.228-1 du Code de commerce, au plus tard le deuxième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité.

Compte tenu de la date de l'assemblée, ces formalités doivent donc être accomplies au plus tard le jeudi 18 mai 2017 à zéro heure.

Les demandes d'inscription de points ou de projets de résolutions à l'ordre du jour par les actionnaires remplissant les conditions prévues par la loi doivent être adressées au siège social, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, dès la parution du présent avis et au plus tard vingt-cinq jours avant l'assemblée. Ces demandes doivent être motivées et accompagnées d'une attestation d'inscription en compte. L'examen par l'assemblée générale des points à l'ordre du jour ou des résolutions présentés est subordonné à la transmission par les intéressés, au plus tard le deuxième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, d'une nouvelle attestation justifiant de l'enregistrement comptable de leurs titres dans les mêmes conditions que celles indiquées ci-dessus.

Les actionnaires peuvent poser des questions écrites à la société à compter du présent avis. Ces questions doivent être adressées au siège social de la société, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, au plus tard le quatrième jour ouvré précédant la date de l'assemblée générale. Elles doivent être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte.

A défaut d'assister personnellement à l'assemblée, les actionnaires peuvent choisir entre l'une des trois formules suivantes :

- 1) Adresser une procuration à la société sans indication de mandataire,
- 2) Voter par correspondance,
- 3) Donner une procuration à un autre actionnaire, à son conjoint ou à son partenaire membre d'un pacte civil de solidarité.

Les formules de vote par procuration et par correspondance seront adressées par la société aux propriétaires de titres nominatifs. Ces formules seront adressées aux propriétaires de titres au porteur sur leur demande faite par écrit au plus tard six jours avant l'assemblée, à condition de justifier de cette qualité par leur intermédiaire habilité.

Les formules devront être reçues par la société trois jours au moins avant la date de la réunion. En aucun cas un actionnaire ne peut retourner une formule portant à la fois indication de procuration et des indications de vote par correspondance.

Le présent avis tient lieu de convocation sous réserve qu'aucune modification ne soit apportée à l'ordre du jour de l'assemblée à la suite de demandes d'inscription de points à l'ordre du jour ou de projets de résolutions présentés par des actionnaires.

Le Directoire

1701083